

ROYAUME DE BELGIQUE.KONINKRIJK BELGIE.AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale et des Affaires bruxelloises, le 21 avril 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant création de l'Institut Géographique National", a donné le 21 mai 1975 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21e april 1975 door de Minister van Landsverdediging en van Brusselse Aangelegenheden verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot oprichting van het Nationaal Geografisch Instituut", heeft de 21e mei 1975 het volgend advies gegeven :

L'objet du projet est de transformer l'Institut géographique militaire, qui est actuellement un établissement scientifique de l'Etat du premier niveau, en un organisme d'intérêt public qui sera soumis à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

*

Il résulte de renseignements fournis au Conseil d'Etat que les accords préalables du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et du Secrétaire d'Etat au Budget et à la Politique scientifique ont été donnés.

L'arrêté royal de présentation devrait signaler que ces accords ont été obtenus et mentionner la date de ceux-ci.

*

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

L'objet du projet étant de créer un organisme d'intérêt public doté de l'autonomie de gestion, il n'est pas exact de dire que cet organisme est créé auprès du Ministère de la Défense nationale. La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 1er.-

§ 1er. Il est créé, sous la dénomination "Institut géographique national" dénommé ci-après "Institut", une personne juridique de droit public.

Cet organisme relève du Ministre de la Défense nationale".

Article 3.

L'exposé des motifs précise :

"Il va de soi que, ici comme ailleurs dans la loi, l'emploi de l'expression "Ministère de la Défense nationale" vise tous les services et états-majors, toutes les administrations et unités relevant du Ministère de la Défense nationale y compris donc les forces armées".

D'accord avec le délégué du Gouvernement, le texte suivant est proposé pour le § 2 :

"§ 2. L'Institut peut exécuter des travaux pour compte de tiers.

Les travaux pour compte des forces armées ou du Ministère de la Défense nationale bénéficient de la priorité d'exécution".

.../...

Article 5.

§ 1er. Le texte suivant est proposé pour le 2. de l'alinéa 1er :

"2. de six membres représentant le Ministre de la Défense nationale dont deux sont choisis parmi l'Etat-major général, deux parmi la Force terrestre, un parmi la Force aérienne et un parmi la Force navale;"

Au 3. le texte doit préciser de quelles organisations syndicales il s'agit et la façon dont les trois membres seront proposés par ces organisations (conjointement, séparément?).

Au 4., il est proposé d'écrire: "... de trois membres proposés par ...".

Le texte suivant est proposé pour le 5.:

"5. d'un membre par ministère dont le budget contribue aux besoins de l'Institut, proposé par le Ministre qu'il représente".

L'alinéa 2 du § 1er pourrait être rédigé comme suit :

"A l'exception du président, les membres du comité de gestion sont nommés pour une durée de quatre ans au plus par le Ministre de la Défense nationale.

.../...

Leur mandat est renouvelable".

Au § 2, les mots "dudit comité" sont inutiles et doivent être omis.

Article 9.

L'article 9, qui est relatif au personnel, trouverait mieux sa place au chapitre V "Personnel" du projet.

Article 10.

Cet article soulève quelques observations de forme dont il est tenu compte dans le texte proposé ci-après :

"Article 10.-

§ 1er. Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, le Ministre de la Défense nationale ... dans le délai qu'il fixe, sans que ce délai

§ 2. Les décisions ... par application du § 1er du présent article ne peuvent être révoquées par le Comité de gestion".

Article 11.

Au § 2, les mots "Ministre des Finances" doivent être remplacés par les mots "Ministre ayant le budget dans ses attributions".

Article 12.

Le § 1er, alinéa 2 de cet article ne règle le sort que d'une partie des biens meubles qui seraient la propriété de l'Institut lors de sa dissolution. Le texte est muet quant à l'affectation des biens meubles et immeubles que l'Institut pourrait acquérir. Il serait plus rationnel que la question de l'affectation des biens soit réglée dans son ensemble dans la présente loi ou réservée à la loi qui prononcera éventuellement la dissolution de l'Institut.

Article 13.

§ 1er. Le début du 1. devrait être rédigé comme suit :

"1. Un subside inscrit au budget de l'Etat et dont la charge est répartie annuellement de la manière suivante:"

Article 16.

Cet article trouverait mieux sa place avant l'article 14.

Article 17.

Au § 2, il y a lieu d'écrire "... la reprise de militaires ...".

.../...

Article 18.

Au §§ 1er et 2, il y a lieu de remplacer les mots "droit(s) à pension" par les mots "droit(s) à une pension".

L'intitulé suivant est proposé pour le chapitre VII : " Temps de guerre".

Article 19.

§ 1er. En temps de guerre différentes circonstances peuvent se présenter qui justifieraient des dérogations à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut. Un texte plus général serait souhaitable. La rédaction suivante est proposée :

"§ 1er.- En temps de guerre le Roi peut déroger aux dispositions de la présente loi".

Article 20.

Comme l'Institut géographique militaire sera dissous à la date d'entrée en vigueur de la loi, il y a lieu de remplacer les mots "jusqu'à la date de sa dissolution" par les mots "à la date d'entrée en vigueur de la présente loi".

.../...

A l'alinéa 2, dernière phrase, le mot "définitivement" doit être supprimé.

Article 23.

Dans cet article, il y a lieu d'écrire "prévue à l'article 22" au lieu de "prévue à l'article 22, § 1er".

OBSERVATION FINALE.

Le chapitre VIII, pourrait être intitulé : "Dispositions abrogatoires et transitoires".

En effet, il convient de prévoir un article abrogeant l'arrêté du Régent du 5 mars 1947 organisant l'Institut géographique militaire ainsi que la disposition insérant la mention "de l'Institut géographique militaire" dans l'arrêté royal du 28 septembre 1967 fixant la liste, le niveau et la structure des établissements scientifiques relevant du Ministère de la Défense nationale.

.../...

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article ...

§ 1er. L'arrêté du Régent du 5 mars 1947 organisant l'Institut géographique militaire, modifié par l'arrêté du Régent du 20 avril 1950, les arrêtés royaux des 30 mai 1953, 21 mai 1957, 30 décembre 1959, 23 mai 1962 et 25 octobre 1963, est abrogé.

§ 2. L'article 1er, 1^o, a, et l'article 2 de l'arrêté royal du 28 septembre 1967 fixant la liste, le niveau et la structure des établissements scientifiques relevant du Ministère de la Défense nationale, sont abrogés".

Het ontwerp heeft tot doel het Militair Geografisch Instituut, dat thans een wetenschappelijke inrichting van de Staat van het eerste niveau is, om te vormen tot een instelling van openbaar nut die onderworpen zal zijn aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Naar aan de Raad van State is verklaard, zijn de voorafgaande akkoorden van de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en van de Staatssecretaris voor Begroting en voor Wetenschapsbeleid gegeven.

In het indieningsbesluit behoren die akkoorden met hun datum te worden vermeld.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Aangezien de tot stand te brengen instelling er een van openbaar nut met eigen beheer zal zijn, is het onjuist te zeggen dat ze wordt opgericht "bij het Ministerie van Landsverdediging". Voorgesteld wordt :

"Artikel 1.-

§ 1. Onder de benaming "Nationaal Geografisch Instituut" hierna "Instituut" genoemd, wordt een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht.

Die instelling ressorteert onder de Minister van Landsverdediging".

Artikel 3.

De memorie van toelichting verduidelijkt :

"Het is evident dat op deze plaats en ook elders in de wet de uitdrukking "Ministerie van Landsverdediging" betrekking heeft op alle diensten en staven, alle besturen en eenheden die van het Ministerie van Landsverdediging afhangen; de voornoemde uitdrukking slaat dus ook op de Krijgsmacht".

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voor § 2 de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. Het Instituut mag werken uitvoeren voor rekening van derden.

Werken voor rekening van de Krijgsmacht of van het Ministerie van Landsverdediging genieten voorrang bij de uitvoering".

Artikel 5.

§ 1. Voorgesteld wordt de tekst onder 2. van het eerste lid als volgt te redigeren :

"2. zes leden die de Minister van Landsverdediging vertegenwoordigen, van wie twee worden gekozen uit de Generale Staf, twee uit de Landmacht, één uit de Luchtmacht en één uit de Zeemacht".

.../...

De tekst onder 3. moet nader bepalen welke vakverenigingen worden bedoeld en moet zeggen op welke wijze de drie leden door die verenigingen zullen worden voorgedragen (gezamenlijk, afzonderlijk ?).

In de tekst onder 4. leze men : "Drie leden voorgedragen door ...".

Voor de tekst onder 5. wordt voorgesteld :

"5. een lid voor elk ministerie waarvan de begroting in de behoeften van het Instituut helpt voorzien, voorgedragen door de Minister die hij vertegenwoordigt".

Het tweede lid van § 1 zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Met uitzondering van de voorzitter, worden de leden van het comité van beheer door de Minister van Landsverdediging voor ten hoogste vier jaar benoemd.

Hun mandaat kan worden verlengd".

In § 2 moeten de woorden "van dit comité" als overbodig vervallen.

Artikel 9.

Artikel 9 heeft betrekking op het personeel en zou beter op zijn plaats zijn in hoofdstuk V "Personeel" van het ontwerp.

.../...

Artikel 10.

Over de vorm van dit artikel zijn een aantal opmerkingen te maken die verwerkt zijn in de hierna voorgestelde tekst :

"Artikel 10.-

§ 1. Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, kan de Minister van Landsverdediging ...binnen een door hem bepaalde termijn die niet minder dan acht dagen mag belopen.

§ 2. De beslissingen ... op grond van § 1 van dit artikel neemt, mogen door het comité van beheer niet worden ingetrokken".

Artikel 11.

In § 2 moeten de woorden "Minister van Financiën" worden vervangen door "Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort".

Artikel 12.

Paragraaf 1, tweede lid, van dit artikel treft alleen een regeling voor een gedeelte van de roerende goederen die eigendom van het Instituut mochten zijn wanneer dit wordt ontbonden. De tekst zwijgt over de bestemming van de roerende en onroerende goederen welke het Instiuit mocht verkrijgen. Het zou rationeler zijn de bestemming van de goederen geheel in deze wet te regelen of dat te doen in de wet die eventueel tot ontbinding van het Instituut zal overgaan.

Artikel 13.

§ 1. De tekst onder 1. zou als volgt moeten beginnen :

"1. Een op de Rijksbegroting uitgetrokken subsidie waarvan de last jaarlijks als volgt wordt verdeeld : ".

Artikel 16.

Dit artikel zou beter komen vóór artikel 14.

Artikel 17.

In de Franse tekst van § 2 moet worden gelezen :
"... la reprise de militaires ...".

Artikel 18.

In de Franse tekst van de §§ 1 en 2 moeten de woorden "droit(s) à pension" worden vervangen door "droit(s) à une pension".

Voorgesteld wordt het opschrift van hoofdstuk VII als volgt te lezen : "Oorlogstijd".

.../...

Artikel 19.

§ 1. In oorlogstijd kunnen verschillende omstandigheden zich voordoen die een afwijking van de organisatie en de werkwijze van het Instituut kunnen wettigen. Een meer algemene tekst zou de voorkeur verdienen. Voorgesteld wordt :

"§ 1. In oorlogstijd kan de Koning van de bepalingen van deze wet afwijken".

Artikel 20.

Aangezien het Militair Geografisch Instituut zal worden ontbonden op de dag dat de wet in werking treedt, dienen de woorden "tot het wordt ontbonden" te worden vervangen door de woorden "op de dag dat deze wet in werking treedt".

In het tweede lid, laatste volzin, moet het woord "definitief" worden geschrapt.

Artikel 23.

In dit artikel moet worden gelezen : "Gedurende de periode van twee jaar, bepaald in artikel 22," in plaats van "Gedurende de periode van twee jaar die bij artikel 22, § 1, is voorgeschreven".

.../...

SLOTOPMERKING.

Het opschrift van hoofdstuk VIII zou als volgt kunnen worden geredigeerd : "Opheffings- en overgangsbepalingen"

Er moet immers een artikel zijn dat voorziet in de opheffing van het besluit van de Regent van 5 maart 1947 tot inrichting van het Militair Geografisch Instituut en van de bepaling die het Militair Geografisch Instituut heeft opgenomen in het koninklijk besluit van 28 september 1967 tot vaststelling van de lijst, het niveau en de structuur van de wetenschappelijke inrichtingen die onder het Ministerie van Landsverdediging ressorteren.

Dat artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel ...

§ 1. Het besluit van de Regent van 5 maart 1947 tot inrichting van het Militair Geografisch Instituut, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 20 april 1950, de koninklijke besluiten van 30 mei 1953, 21 mei 1957, 30 december 1959, 23 mei 1962 en 25 oktober 1963, wordt opgeheven.

§ 2. Artikel 1, 1°, a, en artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 september 1967 tot vaststelling van de lijst, het niveau en de structuur van de wetenschappelijke inrichtingen die onder het Ministerie van Landsverdediging ressorteren, worden opgeheven".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. MASQUELIN,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU,
J. van den BOSSCHE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. RIGAUX,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

C. DESCHAMPS,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par
M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de
H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door
de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS.

J. MASQUELIN.